

CLÉMENT CAYOL

Docteur en sociologie

Coordonnées professionnelles

Clersé, Université de Lille
Campus Cité scientifique
Bâtiment SH1, bureau 19D
59 650, Villeneuve-d'Ascq
FRANCE

clement.cayol@univ-lille.fr

[Page pro](#)

Coordonnées personnelles

18 rue Malakoff
59 800, Lille
FRANCE

contact@clementcayol.fr

06-24-62-23-73

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
CURRICULUM VITAE SYNTHÉTIQUE	5
CURRICULUM VITAE ANALYTIQUE	8
ENSEIGNEMENT	8
1. Résumé des activités d'enseignement.....	8
2. Détails des enseignements dispensés.....	10
RECHERCHE	15
1. Thèse.....	15
2. Distinctions et prix.....	16
3. Recherches collectives et collaborations scientifiques.....	17
4. Axes et projet de recherche.....	17
5. Synthèse des compétences et intérêts scientifiques.....	21
PUBLICATIONS, COMMUNICATIONS ET VALORISATION DE LA RECHERCHE	22
1. Publications.....	22
2. Communications.....	24
3. Valorisation de la recherche.....	26
RESPONSABILITÉS ET ANIMATION DE LA RECHERCHE	27

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Actuellement Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à la Faculté de droit Alexis de Tocqueville de Douai de l'Université d'Artois, je suis titulaire d'un doctorat de sociologie de l'Université de Lille. J'ai soutenu le 13 décembre 2023 ma thèse de doctorat, qui s'intitule : *Transformer l'État social par l'action municipale ? L'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe (Hauts-de-France)*. Cette thèse réalisée en convention CIFRE avec la ville de Grande-Synthe repose sur une méthode ethnographique consistant à étudier le processus de mise en œuvre d'une politique publique municipale d'aide sociale sur un territoire « en transition ». Ce travail s'inscrit à la croisée de la sociologie du travail social, de l'intervention sociale, des classes populaires, des inégalités et de la pauvreté, de la sociologie politique, de l'action publique et du pouvoir local.

Enseignement

J'apprécie fortement l'enseignement — bien que ma position de CIFRE ait limité mes engagements — j'ai souhaité dès le début de mon parcours doctoral enseigner dans les licences d'économie et de sociologie en tant que vacataire à la Faculté des sciences économiques, sociales et des territoires (Fasest) de l'Université de Lille. J'assure depuis septembre 2023 des enseignements variés en science politique dans le cadre de mon contrat d'ATER à temps plein à la faculté de droit Alexis de Tocqueville de Douai de l'Université d'Artois. Entre 2019 et 2023, j'ai assuré **139 heures d'enseignement en sociologie, en science politique et en économie**, total qui sera porté à **295 heures à l'issue de l'année universitaire 2023/2024**. J'ai ainsi eu l'occasion d'assurer des enseignements en sociologie générale, sur les méthodes d'enquête en sciences sociales, les institutions et les politiques sociales. Dans le cadre de mes activités d'enseignements en tant qu'ATER à la faculté de Douai en plus des travaux dirigés en sociologie politique, introduction à la science politique, politiques publiques, j'ai construit des cours magistraux à destination d'étudiant·es de licence sur la politique comparée, la sociologie politique et les doctrines politiques contemporaines. Ces expériences m'ont permis de me forger un profil généraliste et résolument pluridisciplinaire.

Recherche

Une grande partie de mes recherches actuelles et à venir s'intéresse aux politiques sociales, à leur mise en œuvre à l'échelle locale, au travail social et plus largement aux interrogations sur les évolutions de l'État social. Entré dans mon sujet par les questionnements que posent le « revenu universel » en termes **d'évolution de l'État social et de réflexions sur le travail et le hors travail**, dans mon travail de thèse par le biais de mon enquête de terrain **je me suis intéressé de manière concrète aux politiques sociales et aux manières dont les agents des services sociaux se représentent et appliquent les politiques d'assistance.** Cela m'a conduit à **étudier les trajectoires professionnelles des travailleuses sociales du CCAS et à porter une réflexion sur la professionnalisation du service social et ce que la modification des profils sociaux des agents engendre dans l'appréhension des relations avec les attributaires et l'application des politiques locales.** À partir de ces questions, cette monographie sur un territoire

populaire m'a conduit à **interroger plus avant les différentes dimensions de l'exclusion, du travail et du hors travail chez les classes populaires, avec une approche en termes de genre pour étudier les inégalités potentielles de traitement et de sentiment d'insécurité sociale des attributaires d'aides sociales.**

Mon **approche résolument interdisciplinaire** permet en ce sens d'étudier de manière approfondie les institutions de l'État social.

J'ai publié un article dans une revue scientifique à comité de lecture. J'ai également rédigé un chapitre pour un ouvrage scientifique (à paraître) et poursuis actuellement mon travail de valorisation de ma recherche en **me consacrant à la rédaction de plusieurs articles dans des revues de sociologie et de science politique.**

J'envisage la recherche et l'enseignement comme un travail résolument collectif : engagé au sein de mon laboratoire et du collectif doctoral, j'ai également participé à l'animation de la recherche par mon engagement dans l'organisation d'un séminaire doctoral à l'EHESS ou au sein du comité d'organisation du congrès de l'Association française de sociologie à Lille en 2021.

Enfin, du fait de ma position de chercheur en convention CIFRE, mais **j'estime que c'est une composante intégrante du métier d'enseignant-chercheur, j'ai présenté mes recherches en dehors des cercles universitaires** auprès d'élus, d'associations, ou de représentants de l'État. J'ai rédigé à l'adresse de la ville qui m'employait un rapport d'analyse de 84 pages sur la mise en œuvre du dispositif et à partir des réponses obtenues par le questionnaire administré aux attributaires de l'aide sociale locale. J'ai publié des articles de diffusion de la recherche pour l'*Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales* de la Fondation Jean Jaurès et pour la revue *Horizons Publics*. **J'ai également coordonné l'organisation en mars 2022 d'un colloque national, « Vers un Revenu minimum garanti ? Des expériences locales à une réforme nationale ? »**, qui m'a permis de valoriser mon travail de thèse et au cours duquel sont intervenus conjointement des chercheurs, des élus (députés, élus locaux) et des représentants d'associations (ATD Quart Monde, Secours Catholique, etc.).

CURRICULUM VITAE SYNTHÉTIQUE

Clément CAYOL

Docteur en sociologie, Université de Lille

Qualifié section 04 (n° 24204376717)

Qualifié section 19 (n° 24219376717)

ATER en science politique — Faculté de droit de Douai, Université d'Artois

Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques CLERSÉ (UMR 8019)

Né le 11 juin 1992

18 rue Malakoff, 59 800 — Lille

Tél. : 06 24 62 23 73

e-mail : contact@clementcayol.fr
clement.cayol@univ-lille.fr

A. Domaines de recherche

- sociologie de la pauvreté et des classes populaires
- sociologie de l'action sociale et du travail social
- socioéconomie des expérimentations sociales
- économie sociale et solidaire
- socioéconomie de la protection sociale
- revenu universel, garantie de revenu
- sociologie politique du pouvoir local
- sociologie de l'action publique
- sociologie urbaine et des territoires en transition

B. Savoir-faire méthodologiques

- méthodologie des sciences sociales
- enquête qualitative, ethnographie
- monographie locale
- questionnaire (construction, passation)
- exploitation statistique (logiciel *R*)
- archives

C. Cursus

2024 : Qualification aux fonctions de maître de conférences :

Section 04, Science politique (N° 24204376717)

Section 19, Sociologie, Démographie (N° 24219376717)

2018-2023 : Doctorat de sociologie Université de Lille, laboratoire Clersé UMR8019, CNRS.

Titre de la thèse : « Transformer l'État social par l'action municipale ? L'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe (Hauts-de-France) ».

Direction : Anne BORY (MCF, Clersé, CNU 19) et Richard SOBEL (PR, Clersé, CNU 05).

2016-2017 : – Master 2, « Affaires publiques » à l'Institut d'études politiques de Lyon.
– Master 2 — UFR de Sciences économiques et de Gestion, mention Économie Sociale et Solidaire à l'Université Lumière — Lyon 2

2015-2016 : Quatrième année à l'Institut d'Études politiques de Lyon — Parcours Affaires publiques secteur « enjeux de la globalisation ».

2014-2015 : Formation de langue arabe intensive au sein du Département d'Enseignement de l'Arabe contemporain (DEAC) de l'Institut français du Caire.

2013-2014 : Deuxième année à l'Institut d'études politiques de Lyon — Obtention du Diplôme d'établissement sur le monde arabe contemporain.

2012-2013 : Première année à l'Institut d'études politiques de Lyon — Diplôme d'établissement sur le monde arabe contemporain.

D. Enseignement

295 heures équivalent TD (94 heures de CM)

2023-2024 : **ATER Science politique à temps plein, Université d'Artois**, Faculté de droit Alexis de Tocqueville, Douai

Introduction à la science politique, sociologie politique, politiques publiques, politique comparée, histoire sociale des idées politiques, grands problèmes publics contemporains.

2019-2022 : **Vacations en sociologie et économie, Université de Lille**, Faculté des sciences économiques et sociales et des territoires

Découverte de l'observation ethnographique, socialisation, sociologie politique, principes de l'économie.

E. Expérience de recherche

Depuis septembre 2023 : **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en science politique**, Faculté de droit de Douai, Université d'Artois.

Mars 2018 - Juin 2022 : **Chargé de mission-recherche (doctorat en convention CIFRE)**, « Expérimentation du revenu de base » à la mairie de Grande-Synthe (59 760) auprès de la direction générale des services. **Enseignant vacataire à l'Université de Lille.**

Affiliation : Laboratoire Clersé, Université de Lille, CNRS, UMR 8019.

Thèse : « Transformer l'État social par l'action municipale ? L'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe (Hauts-de-France) » sous la direction de Anne BORY (MCF, Clersé, CNU 19) et Richard SOBEL (PR, Clersé, CNU 05). Contrat CIFRE avec la ville de Grande-Synthe (mars 2018 - juin 2022).

Distinctions et prix : Prix Jacques Tymen de l'Association d'Économie Sociale, 2024 ; *Accessit* au prix de thèse du Réseau International des Organisations du Développement Durable (RIODD), 2024,

Recherches collectives et collaboration en cours :

2023-2025 : Projet « Protection sociale Alimentaire et Transition Écologique et Sociale (PATES) », APR DREES, « Repenser la protection sociale à l'aune des crises environnementales », financement de 100 000 €.

F. Publications et communications

1 article dans une revue à comité de lecture : *Revue des politiques sociales et familiales*

1 chapitre d'ouvrage : *Presses universitaires du Septentrion*

4 autres publications : *Multitudes* ; *Horizons Publics* ; *Fondation Jean Jaurès* ; *rapport d'analyse pour la ville de Grande-Synthe*

1 recension d'ouvrage : *Revue française de socio-économie*

20 communications dans des colloques et congrès, journées d'étude, séminaires de recherche

5 communications dans des manifestations grand public ou professionnelles

G. Responsabilités et animation de la recherche

Organisation du colloque national : « *Vers un Revenu minimum garanti ? Des expériences locales à une réforme nationale ?* », le 22 mars 2022 à Grande-Synthe.

Membre du comité local d'organisation du colloque de l'Association Française de Sociologie, « *Changer* », organisé à Lille du 6 au 9 juillet 2021.

Membre du comité d'organisation du séminaire doctoral EHESS, « *Futur(s) de la protection sociale : l'allocation universelle en question* » (2019-2020 ; 2020/2021 ; 2021/2022)

H. Langues, outils

Logiciels et bureautique :

Analyse de données qualitatives : Sonal, RQDA – intermédiaire

Bureautique : Microsoft Office, Open Office – avancé

Référencement : Zotero – avancé

Langues :

Anglais : capacité professionnelle complète

Arabe (dialectal égyptien et classique) : capacité professionnelle limitée

Espagnol : capacité professionnelle limitée

CURRICULUM VITAE ANALYTIQUE

ENSEIGNEMENT

1. Résumé des activités d'enseignement

Dès la deuxième année de doctorat, je me suis investi dans l'enseignement. N'ayant pu bénéficier d'une mission doctorale d'enseignement en raison de mon contrat CIFRE, je n'ai pu faire que des vacances. À ce titre et sur la durée de mon contrat doctoral, j'ai enseigné plusieurs travaux dirigés (TD) de **sociologie générale**, de **méthodologie des sciences sociales**, de **sociologie politique** et de **principes de l'économie** à des étudiant·es de L1 et L2. Ces différentes vacances m'ont permis d'**apprendre à présenter et à enseigner la sociologie**.

En 2023, j'ai bénéficié d'un **contrat d'ATER** d'un an à l'Université d'Artois, au sein de la faculté de droit de Douai. **Recruté pour mes compétences dans les sciences sociales du politique**, j'ai pu assurer un service temps plein comprenant des enseignements variés : politiques publiques, sociologie politique, grands problèmes publics contemporains, doctrines politiques contemporaines, introduction à la science politique, politique comparée.

Au cours de ces années, **j'ai enseigné à des publics divers** – Licence 1 (Lille, Sociologie Économie ; Douai, Science politique) ; Licence 2 (Lille, Sociologie et double parcours Sociologie et Économie ; Douai, Science politique), Licence 3 (Douai, Science politique) ; Master 1 (Douai, Science politique) – **et sous des formats variés** : TD, CM et journée de formation à des étudiant·es d'une formation CAFERUIS.

Au total, depuis 2019, j'ai dispensé **295 heures équivalent TD**, partagées en 154 heures de TD et 94 heures de cours magistral. Le tableau suivant résume l'ensemble des cours et des séminaires préparés et enseignés.

<i>Intitulé</i>	<i>Format</i>	<i>Nombre d'heures (EQHTD)</i>	<i>Niveau</i>	<i>Années universitaires</i>
Sociologie politique 2 (Champ du pouvoir)	CM (27 étudiant-es)	36	L2	2023-2024
Doctrines politiques contemporaines	CM (13 étudiant-es)	54	L3	2023-2024
Doctrines politiques contemporaines	TD (13 étudiant-es)	15	L3	2023-2024
Politique comparée	CM (13 étudiant-es)	36	L3	2023-2024
Introduction à la science politique	TD (30 étudiant-es)	15	L1	2023-2024
Sociologie politique 1	TD (32 étudiant-es)	15	L2	2023-2024
Politiques publiques	TD (11 étudiant-es)	15	L3	2023-2024
Grands problèmes publics contemporains	CM (50 étudiant-es)	6	M1	2023-2024
Dispositifs des politiques publiques de droit commun et spécifiques	CM (15 étudiant-es)	9	CAFERUIS	2021-2022
Découverte de l'observation ethnographique	CTD (80 étudiant-es)	43	L1	2020-2021 2019-2020
Sociologie politique	TD (38 étudiant-es)	12	L2	2021-2022
Socialisation	TD (38 étudiant-es)	15	L1	2021-2022
Principes de l'économie	TD (82 étudiant-es)	24	L1	2020-2021
Total		295		2019-2024

Au cours de ces années d'enseignement, j'ai été amené à travailler en autonomie et en collaboration avec d'autres chercheur-es et enseignant-es-chercheur-es. Ma pratique pédagogique peut être résumée en quatre objectifs :

1. **Faire varier les phases de transmission et les phases de réflexion collective** pour faciliter l'implication des étudiant-es dans le cours et l'apprentissage, et développer des raisonnements critiques, argumentés et nuancés.
2. **Diversifier les méthodes d'enseignement selon les cours et les publics et s'appuyer sur une variété d'outils pédagogiques** (textes scientifiques et médiatiques ; cas concrets ; tableaux statistiques ; extraits d'entretiens, de vidéo ou de série).
3. **Développer des relations les plus individualisées possibles, afin de pouvoir accompagner les étudiant-es dans leur parcours universitaire et professionnel** (disponibilité par courrier électronique, adaptation plus individualisée des contenus sur demande, accompagnement dans les projets professionnels, etc.). Je mets à disposition sur un site de partage dédié les *PowerPoint* des séances de cours, les corrections individuelles et générales des devoirs, ainsi que des documents annexes (articles, vidéos, etc.) « pour approfondir ses connaissances ».
4. **Engager des discussions interdisciplinaires et décloisonner les réflexions tant théoriques que méthodologiques** à partir de l'étude de textes, de situations concrètes, voire de base de données ou de terrains existants.

2. Détails des enseignements dispensés

Depuis 2023 : ATER à la Faculté Alexis de Tocqueville de Douai, Université d'Artois

- CM « Politique comparée », licence 3 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 2. (36 eqh

Après une première séance sur les principes de la comparaison ce cours s'intéresse aux formes de régimes politiques (démocraties et totalitarisme, les régimes politiques démocratiques, les régimes d'États-providence, les clivages sociopolitiques et comportements électoraux, etc.) avant de réaliser des études par grandes aires géographiques.

Évaluation : questions de cours appelant des réponses organisées en deux heures.

- CM « Sociologie politique : le champ du pouvoir », licence 2 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 2. (36 eqh

Prolongeant un cours donné au premier semestre de la licence 2, ce cours vise à présenter les institutions, les instruments et les pratiques constitutives du champ du pouvoir entendu au sens large : élites politiques, champs adventices (médias, sondages, haute administration, etc.), forces politiques et sociales (partis politiques, organisations syndicales, associations, groupes d'intérêt), AAI, etc.

Évaluation : questions de cours appelant des réponses organisées en trois heures.

- CM « Doctrines politiques contemporaines », licence 3 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 2. (54 eqh

Le principe du cours est que les étudiant-es acquièrent une culture générale sur les grandes doctrines politiques contemporaines à partir d'une approche d'histoire sociale des idées. Les cours magistraux ont été organisés par grands courants depuis le XIXe siècle avec une insistance particulière sur l'époque contemporaine. Le fait d'assurer conjointement le CM et le TD et de construire le cours en autonomie m'a permis de bien penser l'articulation entre les différentes séances.

Évaluation : questions transversales ou spécifiques à une idéologie appelant des réponses organisées en trois heures.

- TD « Doctrines politiques contemporaines », licence 3 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 2. (15 h) 11 étudiant-es.

Les travaux dirigés en lien étroit avec le CM consistent en l'étude de textes pour permettre aux étudiant-es de s'approprier, dans l'échange, les auteur-ices de différents courants en les replaçant dans le contexte social de production des idées.

Évaluation : exposé ; synthèse sur la base de l'exposé et des compléments de cours ; une épreuve de deux heures, réponses argumentées à des questions de cours.

Exemples de textes étudiés en cours :

- GABORIAUX C., SKORNICKI A., 2017, « Introduction », dans SKORNICKI A. (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Espaces politiques), p. 9-24.
- HAMELIN D., LAMY J., 2019, « L'anarchisme, cet autre socialisme », *Actuel Marx*, 66, 2, p. 11-25.
- BLANC W., 2017, « Spectres de Charles Maurras. Comment le néomaurrassisme fabrique le "roman national" contemporain », *Revue du Crieur*, 6, 1, p. 144-159.
- CHAPONNIÈRE M., ROUX P., RUAULT L., 2017, « Que font les jeunes féministes de l'héritage des générations antérieures? : », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 36, 1, p. 6-14.
- FLIPO F., 2018, « Bientôt il sera trop tard. L'évolution de la pensée écologique des années 1980 à nos jours », *Écologie & politique*, 56, 1, p. 119-132.

- TD « Introduction à la science politique », licence 1 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 2. (15 h) 32 étudiant-es ; CM : Nicolas BUÉ, AYMERIC MONGY.

L'objectif de ce cours est de comprendre les sujets étudiés et méthodes utilisées en science politique, et, à partir de l'étude de textes, d'aborder en lien avec le cours magistral quelques notions et thèmes centraux de la discipline.

Évaluation : exposé ; une épreuve de deux heures, réponses argumentées à des questions de cours.

Exemples de textes étudiés en cours :

- WEBER M., 2014, « Les trois types purs de la domination légitime (Traduction d'Élisabeth KAUFFMANN) », *Sociologie*, 5, 3, p. 291-302.
- GAXIE D., 2019, « L'État : c'est qui, c'est quoi? », dans *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, La Découverte (Hors collection Sciences Humaines), p. 301-311.
- DUCHESNE, S., « Citoyenneté, nationalité et vote : une association perturbée », *Pouvoirs*, vol. 120, no. 1, 2007, pp. 71-81.
- LANDEMORE H., 2008, « La démocratie représentative est-elle réellement démocratique? », *La Vie des idées*.

- TD « Sociologie politique », licence 2 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 1. (15 h) 27 étudiant-es ; CM : Nicolas BUÉ

Cours d'introduction à la sociologie politique, compréhension générale des thèmes et approches de la discipline, études de textes classiques et contemporains.

Évaluation : deux questions de cours et une demandant une réponse organisée.

Exemples de textes étudiés en cours :

- BARGEL L., DARMON M., 2017 « Socialisation politique : moments, instances, processus et définitions du politique », Notice pour l'encyclopédie en ligne Politika
- BLONDIAUX L., 1996, « Le règne de l'opinion : Chronique d'une prise de pouvoir », *Le Débat*, 88, 1, p. 1-13.
- MAYER, N., 2017, « Les électeurs du Front National, 2012-2015 », in Florent Gougou, Vincent Tiberj (dir.), *La déconnexion électorale*, Paris, Fondation Jean Jaurès, p. 68-77.

- BARGEL L., 2005, « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles Questions Féministes*, 24, 3, p. 36 - 49.

- TD « Politiques publiques », licence 3 Droit parcours « science politique », 2023/2024, semestre 1. (15 h) 11 étudiant-es ; CM : Aymeric MONGY.

Introduction à la sociologie de l'action publique et étude d'articles de revues de science politique pour acquérir les méthodes et principaux objets de la discipline.

Évaluation : exposé ; note de synthèse sur un article scientifique ; dissertation de trois heures

Exemples de textes étudiés en cours :

- LAURENS, S., « 1974 et la fermeture des frontières. Analyse critique d'une décision érigée en turning point », *Politix*, n° 88, 2008, p. 69-94.
- BOUSSAGUET, L., Les « faiseuses » d'agenda. Les militantes féministes et l'émergence des abus sexuels sur mineurs en Europe, *Revue française de science politique*, 2009/2, Volume 59, p. 221-246
- SINÉ, A., *L'ordre budgétaire, l'économie politique des dépenses de l'État*, Paris, Economica, Collection Études politiques, 2006, p. 109-133
- SPIRE, A., « Échapper à l'impôt ? La gestion différentielle des illégalismes fiscaux », *Politix*, vol. 87, no. 3, 2009, pp. 143-165.

- CM « Grands problèmes politiques contemporains », cours communs aux masters de Droit/Science Politique, 2023/2024, semestre 1. (6eqhtd) 80 étudiant-es, reste du cours assuré par Nicolas BUÉ.

Sociohistoire de l'État social à partir de la question de l'insécurité sociale et de la mise à l'agenda de la pauvreté et sur les débats contemporains sur l'allocation universelle.

Évaluation : oral individuel de 10 minutes.

2019-2022 : Vacances durant le contrat doctoral CIFRE

École de formation Psycho Pédagogique (EFPP), Paris :

- CM « Dispositifs des politiques publiques de droit commun et spécifiques », « personne, trajectoires, parcours », journée de formation CAFERUIS, École de formation Psycho Pédagogique (EFPP), Paris. (9 eqhtd)

Faculté des Sciences économiques et Sociales et des Territoires, Université de Lille, campus Cité scientifique :

- CTD « Découverte de l'observation ethnographique », licence 1 de Sociologie, Institut des Sciences Sociales, 2019-2020 et 2020-2021, semestre 2. (42,5 eqhtd) 80 étudiant-es.

Méthodologie de l'enquête ethnographique, étude de textes issus d'enquêtes ethnographiques, accompagnement des étudiant-es pour des observations sur le terrain, correction des comptes-rendus d'observations.

Évaluation : Comptes-rendus d'observations corrigés individuellement et collectivement en classe.

Exemples de textes étudiés en cours :

- Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*, Éditions Amsterdam, Paris. [Extraits]
 - BOURGOIS P., 1992, « Une nuit dans une "shooting gallery" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 94, 1, p. 59-78.
 - NAUDIER, D., SIMONET, M. (dirs.), 2011, Introduction, *Des sociologues sans qualités ? pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 251 p.
- TD « Principes de l'économie », licence 1 d'Économie, Institut de Sciences économiques et de Management 2020-2021, semestre 1. (22 h) 82 étudiant-es ; CM : Fabrice LE LEC.

Travail sur des textes et concepts fondamentaux de l'économie avec les étudiant-es, introduction aux méthodes et principaux concepts de la discipline.

Évaluation : Introduction, développement, conclusion de dissertation sous forme de devoirs maison ; une dissertation complète en classe en fin de semestre.

Exemples de textes étudiés en cours :

- KEYNES, J.M., Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936, Payot, Paris, trad. fr. 1969 par J. DE LARGENTAYE. [Extraits]
- ROBBINS, L., Essai sur la nature et la signification de la science économique, 1947, trad. de l'anglais par Igor KRESTOVSKY, Librairie de Médecis, Paris. [Extraits]
- BANERJEE A. et DUFLO E., *Économie utile pour les temps difficiles*, 2020, Seuil, Paris. [Extraits]

- TD « Sociologie politique », licence 2 Sciences économiques et Sociales, Institut de Sciences économiques et de Management 2021-2022, semestre 2. (12 h) 38 étudiant·es ; CM : Dietmar LOCH.

Cours d'introduction à la sociologie politique, compréhension générale des thèmes et approches de la discipline, études de textes classiques et contemporains.

Évaluation : Commentaire de texte individuel.

Exemples de textes étudiés en cours :

- DUBOIS, Vincent, *La vie au guichet*, Paris, Economica, 1999 (*extraits*)
- LEFEBVRE, Rémi, « La difficile notabilisation de Martine Aubry à Lille. Entre prescriptions de rôles et contraintes d'identité », *Politix*, vol. 17, n° 65, 2004, pp. 119-146.
- MUXEL, Anne, « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 120, Voter, p.43-55.

- TD « Socialisation », licence 1, double licence sociologie – économie et gestion, Institut des Sciences Sociales, 2021-2022, semestre 2. (15 h) 38 étudiant·es ; CM : Fabien ÉLOIRE.

Appréhension de la notion de socialisation à partir de textes de référence et d'articles scientifiques contemporains, séances et exercice spécifiques sur la méthode de l'entretien ethnographique.

Évaluation : devoir sur table à mi-semester. En parallèle, les étudiants sont conduits à réaliser eux-mêmes un entretien avec un enquêté de leur choix, et à rendre un devoir de quelques pages qui restitue sa socialisation politique.

Exemples de textes étudiés en cours :

- DARMON Muriel, « La socialisation, entre famille et école. Observation d'une classe de première année de maternelle », *Sociétés & Représentations*, 2001/1, n° 11, p. 515-538.
- MENNESSON Christine, « Être une femme dans un sport "masculin". Modes de socialisation et construction des dispositions sexuées », *Sociétés contemporaines*, vol.55, no.3, 2004, pp. 69-90.
- MICHON Sébastien, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, n° 163, 2008, 63-75.

- Janvier 2019 — Séminaire, « Les expérimentations territoriales autour des questions de revenus et d'activités », intervention au sein du Master 2, Économie et management publics, parcours Action publique, institutions et économie sociale et solidaire (APIESS), Faculté des sciences économiques, sociales et des territoires, Université de Lille. (2 h) 25 étudiant·es.

1. Thèse

Transformer l'État social par l'action municipale ? L'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe (Hauts-de-France)

Thèse réalisée à l'Université de Lille en convention CIFRE avec la ville de Grande-Synthe

Mots-clés : Politiques sociales ; Expérimentation ; Pauvreté ; Insécurité sociale ; Revenu de base ; Action sociale locale.

Direction : Anne BORY (MCF, Clersé, CNU 19) et Richard SOBEL (PR, Clersé, CNU 05).

Comité de suivi : Florence JANY-CATRICE (PR, Clersé, CNU 05), Isabelle BRUNO (MCF, Ceraps, CNU 04), Yannick VANDERBORGHT (PR, UC Louvain, Science Politique).

Composition du jury de thèse :

Anne BORY, Maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Lille — Co-directrice de thèse
Nicolas DUVOUX, Professeur de sociologie à l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis — Rapporteur
Guillaume GOURGUES, Maître de conférences en science politique à l'Université Lyon 2 — Examineur
Florence JANY-CATRICE, Professeure d'économie à l'Université de Lille — Présidente
Sandrine NICOURD, Professeure de sociologie à l'Université de Reims — Rapportrice
Richard SOBEL, Professeur d'économie à l'Université de Lille — Co-directeur de thèse
Yannick VANDERBORGHT, Professeur de science politique à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles — Examineur

Résumé :

Janvier 2018, le maire de Grande-Synthe, ville industrielle populaire de 23 000 habitant-es située dans la périphérie immédiate de Dunkerque, annonce son projet d'expérimenter un « revenu de base » dans sa ville. Alors que le sujet d'une allocation universelle, inconditionnelle et individuelle a été un sujet débattu nationalement durant la campagne présidentielle 2017, l'objectif assumé est de prouver par l'expérimentation locale la pertinence d'une telle mesure. Un an plus tard, en avril 2019 un Minimum social garanti est mis en place dans la ville avec pour objectif « d'éradiquer la pauvreté ». Cette aide sociale municipale doit faire parvenir les ressources des foyers des classes populaires pauvres de la ville au niveau du seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian.

Il s'agit dans cette thèse de se demander ce que révèle la mise en œuvre d'une politique sociale locale qui a pour ambition « l'éradication de la pauvreté » des tensions qui parcourent aujourd'hui le champ de la protection sociale.

À partir d'une position de chercheur intégré au sein de la mairie de mars 2018 à juin 2022, cette thèse étudie les différentes étapes d'élaboration et de mise en œuvre du Minimum social garanti. Le premier objectif est de resituer le projet d'expérimentation dans le contexte local d'une ville marquée par l'implantation de l'industrie de l'acier dans les années 1960 qui entraîne un afflux massif d'ouvrier-es progressivement exclu-es de l'emploi et marqué-es par une insécurité sociale croissante depuis les années 1980. À partir de cela, la thèse se penche sur l'action publique locale, qui s'apparente à une forme de socialisme municipal, qui profite dès les années 1970 des ressources que l'industrie reverse à la

ville pour développer fortement des services publics et des politiques présentées comme « innovantes » au profit des classes populaires. L'érection de la ville comme un « modèle urbain » et le capital politique du maire sont deux éléments qui permettent de comprendre ce qui mène le maire, Damien Carême, à annoncer, seul, en 2018 ce projet d'expérimentation d'un « revenu de base ». L'analyse des débats théoriques et politiques en faveur d'une telle mesure et les enjeux des projets d'expérimentations (historiques et contemporains, en France et à l'étranger), complétée par une enquête par entretiens et observation auprès d'agents qui portent ou préconisent de tels projets en France, permettent de mieux comprendre le projet grand-synthois en le resituant dans des débats nationaux et internationaux.

L'enquête locale sur la mise en œuvre s'intéresse ensuite directement à la manière dont est définie et appliquée la politique sociale locale, et permet de s'interroger sur la manière dont une commune peut agir sur de potentielles évolutions de l'État social. Elle se fonde sur des entretiens avec des agents municipaux et des élu·es et de nombreuses observations directes. Les objectifs politiques se heurtent à la manière dont les agents du service social (et notamment les travailleuses du social) appréhendent leur mission d'accompagnement des « assisté·es ». Les entretiens révèlent ainsi les différences d'intérêts à la mise en place d'une telle expérimentation ainsi que des divergences dans la manière de juger la légitimité ou non à recevoir une aide en fonction de la position des agents. Enfin, une enquête par questionnaire auprès des attributaires du dispositif (n=313), suivie d'entretiens avec treize d'entre eux, permet d'étudier la manière dont l'aide est saisie (dans le double sens de comprise et appropriée) par les premier·es concerné·es, ce que cela change dans leurs rapports aux services sociaux et son potentiel effet sur un sentiment d'insécurité sociale.

2. Distinctions et prix

Prix Jacques Tymen 2024 de l'Association d'Économie Sociale (AÉS) remis à l'occasion des 43e Journées de l'AÉS, les 5 et 6 septembre 2024 – « L'universalisation de la protection sociale », à l'Université Paris-Est Créteil .

Accessit au prix de thèse 2024 du Réseau International des Organisations du Développement Durable (RIODD) en partenariat avec *Groupama Asset Management*, remis à l'occasion du 19e Congrès du RIODD, les 26-27-28 septembre 2024 – « Imaginer, expérimenter et pérenniser la soutenabilité forte », à Bruxelles.

3. Recherches collectives et collaborations scientifiques

2023-2025 : Projet « Protection sociale Alimentaire et Transition Écologique et Sociale (PATES) », APR DREES, « Repenser la protection sociale à l'aune des crises environnementales », financement de 100 000 €. Équipe de recherche : Florian Botte, Leslie Carnoye, Clément Cayol, Thomas Dallery, Ilona Delouette, François-Xavier Devetter, Pierre Robert, Adèle Sébert, Sylvain Vatan et Cécile Vasseur.

Pour poursuivre et aller plus loin dans mon envie de recherches collectives j'ai initié avec des collègues de mon laboratoire la réponse à un appel à projet de recherche initié par la DREES : « Repenser la protection sociale à l'aune des crises environnementales ». Notre projet « Protection sociale Alimentaire et Transition Écologique (PATES) » a bénéficié d'une dotation de 100 000 € pour deux ans. L'objectif de ce projet est de penser l'accès à l'alimentation comme un objet de protection sociale écologique, d'une part en identifiant les différents systèmes de protection sociale alimentaire (PSA) et d'autre part, en articulant ces systèmes au sein d'un mode de régulation économique, social et environnemental. Une première approche d'économie politique du financement de la protection sociale et de la critique écologique interroge les divers circuits de financement de la PSA et les compromis politiques qui les soutiennent, grâce à une méthodologie mixte de recherche. Mon principal apport à ce projet consiste à mener l'enquête de terrain auprès des acteurs de la protection sociale alimentaire afin d'élaborer une typologie des différents types de protection et des représentations en fonction des mécanismes de financements et des modalités fixées pour bénéficier des dispositifs.

4. Axes et projet de recherche

Principalement issus de mon travail de recherche au cours de ma thèse, **mes travaux recouvrent une diversité de domaines** (allant de la sociologie politique du pouvoir local à la mise en œuvre des politiques sociales et au travail social) et s'inscrivent à l'intersection de plusieurs champs, à savoir **l'étude des politiques sociales, de l'action sociale, de la pauvreté et des classes populaires, de l'action publique, des expérimentations, des territoires en transition. Malgré leur diversité apparente** — constitués d'études qualitatives, quantitatives ou de méthodes mixtes —, **ces axes partagent un même fil directeur** : celui de questionner la manière dont les acteurs pensent et envisagent (voire vivent) les politiques de protection sociale. Autrement dit, une grande partie de mon activité de recherche s'est attachée à rendre compte de la manière dont les politiques sociales sont pensées et effectivement appliquées sur les territoires. En outre, cela m'a conduit à analyser comment les travailleuses du social au contact des publics envisagent leur rôle et participent à classer les populations définies comme légitimes à recevoir une aide. Dans mon travail de thèse, je montre que les propositions politiques d'évolution des aides sociales vers un principe d'attribution plus inconditionnel se heurtent aux positions des agents de terrains pour qui la question de l'insertion, et au premier chef de l'insertion professionnelle reste centrale. En lien étroit avec ces axes je m'applique à interroger les outils de mesure de la pauvreté en utilisant le concept d'insécurité sociale. Celui-ci permet de rendre compte de l'hétérogénéité des situations des bénéficiaires des politiques d'assistances et des classes populaires pauvres. L'étude des situations socio-économiques des classes populaires et celle des politiques d'assistances m'amènent de manière plus transversale à interroger les

classifications à la fois des agents publics et des « assisté·es » vis-à-vis du travail, du hors travail et de ce qui est présenté comme une « valeur travail ».

Mon travail est traversé par quatre questions principales, qui forment également mon programme de recherche pour les années à venir.

Les politiques sociales aujourd'hui, perspectives de transformation et permanences

L'étude de la mise en œuvre localisée d'une politique sociale m'a permis de dévoiler des conceptions différentes de la définition des personnes considérées comme légitimes à recevoir une aide. À Grande-Synthe, le projet du maire se heurte à des visions concurrentes de la manière dont un « bon dispositif » censé « éradiquer la pauvreté » doit être administré, notamment du fait des pratiques et représentations des agents du service social. La définition initiale du Minimum social garanti contrevient à leur manière d'effectuer leur travail et leur schéma de classification des personnes légitimes ou non à recevoir une aide. Le « droit au revenu » — ambition politique initiale — devient alors dans son application, une « aide facultative » dont les principes généraux se heurtent à la pratique de l'attribution des aides sociales locales. Cela permet de révéler la manière dont les travailleuses du social se représentent leurs rôles, et comment le statut « d'insereur·euses » est revêtu par les agents. Les pratiques et résistances des agents du CCAS modifient le sens de la politique publique mise en œuvre, sa matérialité et les rapports des citoyen·nes à l'institution. Les travailleuses du social et les autres agents du service d'action sociale cherchent à adapter le dispositif à leurs pratiques professionnelles usuelles. Leur appropriation les conduit donc à faire rentrer le dispositif dans leur « boîte à outils » (pour reprendre l'expression d'un cadre du CCAS) pour se consacrer à ce qu'elles considèrent comme leur « cœur de métier », l'accompagnement social. Il apparaît que le dispositif généraliste, avec comme seul critère pour y accéder d'être reconnu comme pauvre au sens du seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian, n'empêche pas un jugement moral des situations des attributaires, particulièrement une distinction très nette entre celles et ceux qui « font des efforts pour s'en sortir » et celles et ceux qui n'en font pas, jugés de ce fait illégitimes à percevoir l'aide. L'objectif d'insertion, ou tout au moins de « règlement des situations », reste au cœur de la manière dont les travailleuses du social se représentent leur travail.

Cet axe de recherche offre des perspectives stimulantes dans le champ de l'action sociale et du travail social, car permet d'interroger la manière dont les agents, en fonction de leurs positions et trajectoires, envisagent leur mission « d'accompagnement social » et d'aide aux personnes avec lesquelles ils sont en contact. Il permet également d'élargir la focale de l'étude des politiques de *transition* en s'intéressant aux agents chargés de les appliquer (à leur adhésion, réticence, voire résistance) et aux publics associés ou non dans la définition de ces politiques.

La pauvreté des classes populaires hétérogénéité des perceptions et enjeu de mesure

Je m'intéresse à la manière dont les classes populaires pauvres vivent le rapport aux services publics (non-connaissance et non-recours), en particulier la relation d'assistance. Dans ma thèse, à l'aune de l'objectif politique « d'éradication de la pauvreté » et des caractéristiques du Minimum social garanti, j'analyse l'effet du dispositif sur les classes populaires pauvres qui le perçoivent et sa capacité à

agir comme réducteur d'incertitude. J'étudie ainsi les différentes définitions de la pauvreté (institutionnelle, relationnelle, statistique, relative) en ajoutant à celles-ci, celle de l'insécurité sociale des personnes. Cette réflexion sur la capacité à se projeter positivement vers l'avenir permet d'étudier plus en détail l'hétérogénéité des profils, des trajectoires et des perceptions de leurs situations des personnes considérées comme pauvres par les institutions. Dans mes travaux, cela permet de mettre en avant les limites des mesures actuelles de la pauvreté et d'insister sur les conditions de vie, et la perception de leurs situations par les « assisté·es », très différentes en fonction des profils sociaux (genre, composition familiale, isolement, ressources, etc.). Il apparaît que les strates inférieures des classes populaires ne vivent pas de la même manière leurs situations socio-économiques et leurs rapports aux institutions. Dans la thèse, l'une des questions principales et l'objectif étaient, au-delà de fournir des informations descriptives sur les attributaires du dispositif et leurs usages du MSG, de réfléchir à l'effet du MSG sur un sentiment d'insécurité sociale. À partir des données produites, j'analyse l'insécurité sociale des foyers par le biais notamment d'un indicateur d'insécurité sociale. Celui-ci renseigne sur la fragilité sensiblement plus importante des foyers monoparentaux et *a fortiori* des femmes. Si le dispositif apporte bien une aide supplémentaire à tous les foyers, le choix du seuil de pauvreté a pour effet de gommer les différences sociales entre ceux-ci, fondant le calcul de l'aide sur les ressources et la composition du foyer. Cette notion d'insécurité sociale doit également renseigner sur le sentiment de protection des personnes, avec la question de la stabilité institutionnelle des dispositifs qui leur permettent de vivre.

Toutes ces dimensions participent à questionner la possibilité, pour un dispositif local, d'avoir un effet sur un sentiment d'insécurité sociale, sur la capacité pour les personnes de se projeter positivement vers l'avenir. Cela pose la question de l'échelle pertinente d'intervention pour agir contre la pauvreté, plus précisément de l'articulation entre différentes échelles et, consubstantiellement, celle de la possibilité pour une expérimentation locale de modifier les institutions de l'État social. Cette perspective de recherche mêle ainsi une réflexion sur la définition et la mesure de la pauvreté, la situation des foyers des strates inférieures des classes populaires, leurs relations aux institutions (notamment de l'État social, sans être exclusif), ainsi qu'une perspective transversale sur l'étude de l'insécurité sociale.

Les expérimentations outils du changement de l'action publique et « utopies réelles »

En complémentarité avec les axes de recherches précédents, dans mon travail de thèse je me suis intéressé au sujet des expérimentations sociales. Dans un premier temps aux expérimentations par assignation aléatoire en mobilisant des travaux de socioéconomie, de science politique et de sociologie pour saisir les enjeux méthodologiques, épistémologiques et politiques de tels projets. Cela m'a conduit à étudier les différents projets d'expérimentations de « revenu universel » et la manière dont ils ont été élaborés (par les gouvernant-es, chercheur-euses, militant-es), appliqués, puis utilisés pour nourrir un argumentaire politique en faveur (ou par des opposant-es en défaveur) des projets expérimentés.

Ce principe de mise en œuvre locale de mesures de protection sociale ou d'expérimentation pour réformer (ou légitimer des réformes de) l'État social n'est pas nouveau, mais semble se renouveler à travers une diversité de projets portés par l'État, par des collectivités et/ou des collectifs associatifs : Territoire zéro chômeur de longue durée, territoire zéro non-recours, territoire zéro exclusion énergétique, expérimentation du RSA contre activité, sécurité sociale de l'alimentation, etc. Le projet

particulier que j'ai étudié de manière approfondie dans ma thèse, complété par l'étude d'autres projets, m'a permis de mettre en évidence les intérêts de la mise en œuvre de telles « expérimentations » pour les acteurs en jeu. Mon étude permet de montrer que des élu·es locaux (maires, présidents de conseils départementaux, élu·es régionaux, à la tête de métropoles) ou nationaux (député·es, sénateur·ices) utilisent les « expérimentations » pour porter dans le débat public des sujets qu'ils souhaitent voir mis à l'agenda politique. Je développe alors la notion « d'expérimentactivisme ». Cette notion utilisée dans la thèse a été présentée lors d'une journée d'étude organisée en mai 2023 à Sciences Po par le CSO et la Chaire Santé de Sciences Po consacrée à cette question des expérimentations et a reçu un accueil favorable de la part des chercheur·euses présent·es. L'étude des expérimentations, des modalités de leurs mises en œuvre, des usages politiques qui en sont faits constitue ainsi un de mes axes de recherche.

Étudier le pouvoir local de territoires en transition

À partir de mon enquête monographique sur le territoire de Grande-Synthe, j'ai pu étudier en détail les configurations locales du pouvoir municipal et la manière dont se sont structurés les politiques publiques et les discours autour de la ville « en transition ». Cette compréhension des ressorts du pouvoir local se nourrit d'une analyse sociohistorique de la création de la ville de Grande-Synthe qui se transforme dans les années 1960-1970, moment où le petit village maraîcher devient une ville industrielle. Nourri par un travail au sein des archives de la ville, d'entretiens avec des agents et élu·es, et mon intégration au sein de l'administration municipale, cela m'a permis de caractériser l'influence du maire, Damien Carême, et de son entourage sur l'action publique et le discours produit autour de la politique de transition. Retracer l'histoire politique de la ville et l'influence de René Carême, syndicaliste CFDT, maire de la ville de 1971 à 1992, qui instaure une politique de socialisme municipal (investissement très fort dans les services publics, les infrastructures, les politiques urbaines, augmentation des impôts locaux pour augmenter le budget municipal, etc.), permet de mieux comprendre la manière dont son fils qui arrive à la tête de municipalité en 2001 transforme au fil de ses mandats les dispositions acquises au contact de son père et son héritage en capital politique. L'acquisition d'expérience lui permet de s'entourer d'une équipe d'élu·es et de cadres fidèles à son projet. Ceux-ci s'investissent particulièrement dans la production d'une action publique présentée comme « innovante » et participent à la mise en récit de la ville comme un « laboratoire ». L'exposition médiatique de la ville et de l'édile à partir de 2016 favorise la publicisation au-delà des cénacles locaux et spécialisés des politiques publiques locales et l'érection de Grande-Synthe comme un « modèle ».

Cette présentation d'une ville comme un « laboratoire », selon le vocabulaire utilisé localement, ou comme un « modèle », est particulièrement intéressante à étudier. Il apparaît intéressant de s'interroger sur les modalités particulières des politiques municipales « innovantes » ou de transitions. En premier lieu sur la manière dont celles-ci sont impulsées par des élu·es qui disposent à l'échelle locale d'un pouvoir particulièrement important. Mais plus avant d'étudier la manière dont celles-ci s'inscrivent dans un schéma de gouvernance multi-niveaux, les relations ambivalentes entre recherche de légitimité avec les autres échelles d'actions publiques (recherche de financements, réception de délégations ministérielles ou d'agence de l'État, partenariats noués avec les échelles administratives supérieures) et politisation de l'action publique dans une démarche plus conflictuelle (opposition de la politique menée localement

avec celles menées par l'État notamment). Il s'agirait aussi de montrer comment, pour les acteurs politiques individuels comme collectifs, s'investir dans ces politiques de *transition* apporte des ressources dans une logique de compétition électorale ou pour l'action publique.

5. Synthèse des compétences et intérêts scientifiques

Domaines de recherche :

- sociologie de la pauvreté et des classes populaires
- sociologie de l'action sociale et du travail social
- socioéconomie des expérimentations sociales
- économie sociale et solidaire
- socioéconomie de la protection sociale
- revenu universel, garantie de revenu
- sociologie politique du pouvoir local
- sociologie de l'action publique
- sociologie urbaine et des territoires en transition

Savoir-faire méthodologiques :

- méthodologie des sciences sociales
- questionnaire (construction, passation, analyse)
- exploitation statistique (logiciel *R*)
- enquête qualitative, ethnographie,
- monographie locale
- archives

1. Publications

Revue scientifique à comité de lecture :

« “Éradiquer la pauvreté” ou accompagner. Des approches diverses de la pauvreté dans la mise en œuvre d’une politique sociale locale », in « Catégoriser et insérer les pauvres : perspectives dynamiques et pluridimensionnelles. Varia », coord. V. Lignon, J-L Outin, *Revue des politiques sociales et familiales*, 2022/3 (N° 144). [[En ligne](#)]

Résumé :

Le minimum social garanti est un dispositif d’aide sociale mis en place dans la ville de Grande-Synthe (59) en 2019. Son objectif était alors, pour l’exécutif municipal, « *d’éradiquer la pauvreté* » dans la ville en proposant un complément de revenu qui ferait parvenir les ressources des foyers bénéficiaires au niveau du seuil de pauvreté monétaire fixé à 50 % du revenu médian. L’utilisation d’une approche statistique, substantialiste, de la pauvreté pour redéfinir l’attribution des aides par la municipalité s’est confrontée à la manière dont les agents du service social local envisagent l’accompagnement de ses usagers. Le travail d’enquête qualitative réalisé entre mars 2018 et octobre 2021 renseigne les différentes appréhensions de la pauvreté et de ses dynamiques, voire de ses caractéristiques hétérogènes, en confrontant l’approche statistique préconisée par l’exécutif municipal avec les pratiques et les résistances des agents du service social.

Publications acceptées en cours de publication :

Chapitre d’ouvrage :

« Une ville laboratoire dans le Nord ? L’expérimentation d’une politique sociale municipale dans la ville de Grande-Synthe », in Gouverner les territoires du « Nord ». Capitalisme, altérité et pauvreté., dir. C. Barbier, V. Schlegel, J. Vulbeau, Collection Sciences Sociales, Presses du Septentrion. [à paraître en 2024]

Résumé :

Ce chapitre s’intéresse à la mise en œuvre du Minimum social garanti dans la ville de Grande-Synthe. Dans un contexte de débats nationaux et internationaux autour de l’idée du revenu universel et de ses effets en termes de réduction de la pauvreté, j’étudie la manière dont l’annonce de l’expérimentation d’un « revenu de base » par le maire de Grande-Synthe se transforme progressivement, dans la mise en œuvre, en un Minimum social garanti. En étudiant l’histoire socioéconomique et politique de la ville, ce chapitre permet de caractériser le capital politique accumulé par le maire Damien Carême et les objectifs d’un tel projet d’expérimentation. Il s’agit pour l’édile de conforter son capital politique en valorisant l’action publique locale présentée comme « innovante » et d’avoir une influence à l’échelle nationale en

proposant, en acte, la mise en place d'une garantie de revenu. L'analyse des configurations sociales, économiques et politiques de la ville permet de mieux caractériser les modalités de l'action publique locale et ses reconfigurations qui accentuent une logique de légitimation du pouvoir du maire par la production de politiques publiques « innovantes ». Cette étude permet de mettre en avant un fort décalage avec l'idée d'un sens partagé par tous les agents, ainsi de montrer les intérêts et référentiels différents en fonction des positions dans l'administration et le service social. Le chapitre analyse les intérêts du maire et de son état-major politico-administratif qui tirent les bénéfices de tels projets et, face à ceux-ci, les résistances des agents administratifs et notamment du service social à l'expérimentation et à l'instauration du Minimum social garanti.

Autres publications :

« Expérimenter pour transformer : des politiques sociales locales pour repenser les réformes », *Les Minima Sociaux à l'épreuve des réformes*, Horizons Publics, N° 35, sept-oct. 2023.

« *L'expérience du Minimum Social Garanti à Grande-Synthe* », note de recherche pour l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales, Fondation Jean Jaurès, 13 juillet 2022. [[En ligne](#)]

Rapport d'analyse de la mise en place du Minimum social garanti, étude et rapport réalisés pour la ville de Grande-Synthe, décembre 2020, 84 p.

« *Les expérimentations de revenu(s) de base* ». *Multitudes* n° 74 (17 avril 2019) : 92-98.

Résumé :

Les expérimentations de revenu de base sont l'objet de nombreuses controverses parmi les universitaires et militant-es favorables à cette mesure. Représentent-elles une stratégie pertinente pour produire des connaissances fiables sur les effets de la mesure, ou sont-elles une stratégie politique efficace pour espérer l'instauration d'un véritable revenu universel ? Une perspective critique des méthodologies expérimentales en économie et d'une vision trop restrictive du « revenu de base » permettrait d'ouvrir les champs des possibles sur ce terrain des expérimentations.

Recension :

« Vivès, Claire, Luc Sigalo Santos, Jean-Marie Pillon, Vincent Dubois, et Hadrien Clouet (2023), *Chômeurs, vos papiers ! contrôler les chômeurs pour réduire le chômage ?*, Raisons d'agir, Paris, 2023, 160 p. », *Revue française de socio-économie*, (à paraître).

2. Communications

Dans des colloques avec AAC :

Septembre 2024 :

- « Une allocation universelle municipale ? L'expérimentation de Grande-Synthe (Nord) », 43e journées de l'Association d'Économie Sociale, Créteil, 5-6 septembre.
- Avec Ilona Delouette, Clersé, UMR 8019 CNRS et Univ. de Lille, et IMT Nord Europe, Adèle Sébert, Regards, Univ. de Reims Champagne-Ardenne et Cécile Vasseur, Clersé, UMR 8019 CNRS et Univ. de Lille, « Cartographie du champ de protection sociale alimentaire à l'aune de la transition écologique et sociale », 43e journées de l'Association d'Économie Sociale, Créteil, 5-6 septembre.

Juillet 2024 :

- « Action publique et réhabilitation symbolique dans une ville en “déclin” », 17^e congrès de l'Association française de science politique, section thématique 27, *Politiques des territoires délaissés*, Grenoble 2-5 juillet.
- « Un doctorant dans la mairie, étudier l'action publique en y participant », 17^e congrès de l'association française de science politique, section thématique 37, *La monographie dans l'étude des espaces politiques locaux*, Grenoble 2-5 juillet.

Août 2023 : « “Expérimenter” des politiques sociales territoriales, apports et limites. Réflexions à partir du cas du *Minimum social garanti* à Grande-Synthe (Nord) », 42e journées de l'Association d'Économie Sociale, Perpignan, 28-29 août.

Juillet 2023 : « Une “ville laboratoire” dans le Nord. Politique de transition et rapports sociaux dans une administration municipale », 10e congrès de l'Association Française de Sociologie, réseau thématique 34 : « Sociologie politique », Lyon, 4-7 juillet.

Septembre 2021 : « Le revenu universel à l'épreuve des expériences locales, enjeux politiques et limites pratiques », 40e journées de l'Association d'Économie Sociale, Toulouse, 10-11 septembre.

Juillet 2021 :

- « “Éradiquer la pauvreté” à l'échelle municipale. Définition et mesure de la pauvreté : l'expérience du *Minimum social garanti* dans la ville de Grande-Synthe (Nord) », 9e congrès de l'Association Française de Sociologie, réseau thématique 6 : « Politiques sociales, protection sociale et solidarités », Lille, 6 – 9 juillet.
- « Ressources du territoire et capital politique : expérimenter une garantie de revenu au niveau local », 10e congrès de l'Association Française d'Économie Politique (AFEP), 29 juin-2 juillet.

Juin 2021 : « Travailler sur une *expérimentation* en contrat CIFRE, interdisciplinarité et réflexivité », doctoriales de l'Association française d'Économie Politique.

Juillet 2019 : Participation aux doctoriales et au colloque de l'Association française d'Économie Politique à Lille du 2 au 5 juillet 2019 ; « Expérimenter un revenu de base sur un territoire. Le cas de la ville de Grande-Synthe (59) ».

Lors de journées d'études avec AAC :

Mai 2023 :

- « Les “expérimentations” locales, outils de positionnement sur un marché politique périphérique à vocation d'influence sur le marché politique central », journée d'étude « Au-delà des marges du politique : objets, méthodes, limites », Université Saint-Louis Bruxelles — Centre de recherche en science politique (CReSPo), 31 mai 2023.
- « Un “expérimentactivisme” Proposer des politiques publiques alternatives par l'expérimentation locale », journée d'étude « Déroger pour transformer ? Les expérimentations et leurs usages : une montée en puissance dans les politiques publiques en France », Institut de recherche et documentation en économie de la santé, Sciences Po Chaire Santé, Sciences Po centre de sociologie des organisations, 23 mai 2023 à Sciences Po Paris.

Novembre 2020 : « Une “ville laboratoire” dans le Nord ? L'expérimentation d'une politique sociale municipale dans la ville de Grande-Synthe », journée d'étude des *Ateliers de Recherche sur le Nord*.

Septembre 2019 : Journées du laboratoire Clersé — « Valeurs et Capital » : « Expérimenter au niveau municipal : mobilisation de capitaux et affirmation de valeurs. »

Invitations en séminaire :

Octobre 2021 : Le dispositif CIFRE : une opportunité de financement de recherche-action pour les acteurs locaux, séminaire de la ChairESS Hauts-de-France, Lille.

Octobre 2020 :

- « Caractériser les expérimentations de garanties de revenu, un autre registre de la preuve », séminaire *Futur(s) de la protection sociale : l'allocation universelle en question*, organisé à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- « Une Cifre en collectivité territoriale, rapport au terrain et réflexivité ». Séminaire des doctorants du laboratoire Clersé.

Septembre 2020 : « “Revenu de base” : expérimentations sociales et stratégie politique », journées des doctorants du laboratoire Clersé.

Avril 2019 : « Expérimenter un revenu de base. Perspectives et modalités d'application à l'échelle d'un territoire en *transition* », journées des doctorants du laboratoire Clersé.

Discussions :

Discussions des communications de Cécile Vasseur, doctorante, « Les pratiques tarifaires des mutuelles : point d'appui à une conception marchande de l'assurance santé ? » et de Marion Mauchaussée, doctorante, « Usages des modes de flexibilité de l'emploi et registre de justification. Le cas des universités françaises », séminaire des doctorants du Clersé, Clersé, Université de Lille, février 2022.

Dans le cadre du séminaire *Futur(s) de la protection sociale : l'allocation universelle en question*, organisé à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, animation de séances et introduction des chercheur·euses et de la discussion avec : Vincent Dubois, « Contrôler les assistés : Genèses et usages d'un mort d'ordre », Maud Simonet, « Le revenu universel à l'épreuve du travail gratuit des femmes », Denis Colombi, « Où va l'argent des pauvres : fantasmes politiques, réalités sociologiques », Bernard Friot, Alain Caillé, Laurent Geffroy, « Penser le droit au revenu minimum garanti en France : approches historique et contemporaine », Marc-Antoine Sabaté, « De la crise de la solidarité au pari de l'inconditionnalité ».

3. Valorisation de la recherche

Communications invitées dans des manifestations grand public ou professionnelles :

Mars 2024 : Audition par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, dans le cadre de la mission d'information sur le revenu universel d'existence ; rapporteur·ices : Sébastien Peytavie et Annie Vidal.

Octobre 2021 : « *L'expérience du Minimum social garanti à Grande-Synthe* », Assemblée générale de l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale du Nord, Armentières.

Novembre 2020 : « *Comment assurer à tous un minimum vital pour se nourrir dignement ?* », intervention dans le cadre des *Journées de l'Économie Autrement*, Dijon, 27-28 novembre.

Septembre 2020 : « *Quel dispositif pour développer le pouvoir d'achat des personnes en précarité ?* ». PATlab Justice alimentaire organisé par le Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux et le Labo de l'économie sociale et solidaire.

Octobre 2019 : « *État des lieux des expérimentations de revenu de base. Présentation du projet de Grande-Synthe* », colloque organisé par le sénateur de l'Isère Guillaume Gontard au Palais du Luxembourg.

Mars 2019 : Intervention au colloque : Le revenu de base : un défi ou une opportunité pour l'Europe ? Colloque organisé par la Commission Nationale d'Étude sur le Revenu Universel Inconditionnel (Grand Orient de France), au Conservatoire National des Arts et Métiers.

Sollicitations par les médias :

2019 : *Ubsek et Rica, Pour l'Éco, Alternatives économiques, Regards* ; 2020 : *Les jours, La Voix du Nord, Études* ; 2021 : *France 5 « C Politique », La Voix du Nord* ; 2023 : *Magazine ILLA*.

RESPONSABILITÉS ET ANIMATION DE LA RECHERCHE

Organisation du colloque national : « *Vers un Revenu minimum garanti ? Des expériences locales à une réforme nationale ?* », le 22 mars 2022 à Grande-Synthe. Coordination générale, cadrage scientifique de la journée, élaboration du programme, introduction du colloque.

Membre du comité local d'organisation du colloque de l'Association Française de Sociologie, « *Changer* », organisé à Lille du 6 au 9 juillet 2021.

Membre du comité d'organisation du séminaire doctoral EHESS, « *Futur(s) de la protection sociale : l'allocation universelle en question* » (2019-2020 ; 2020/2021 ; 2021/2022). Organisation et animation de séances avec : Vincent Dubois, Maud Simonet, Denis Colombi, Bernard Friot, Alain Caillé, Laurent Geffroy, Marc-Antoine Sabaté.